

L'INFRASTRUCTURE VETERINAIRE EN REPUBLIQUE DU NIGER

Le ministère des Ressources animales a été créé par décret du 23 septembre 1985. Ses attributions sont les suivantes :

- la définition du cadre juridique et institutionnel des activités en matière de ressources animales, en relation avec les ministères concernés ;
- la conception des programmes d'études et des stratégies d'intervention en matière d'aménagement et de gestion de l'espace rural à des fins pastorales et agropastorales ; notamment la protection, la restauration, l'amélioration et l'utilisation rationnelle des pâturages et des infrastructures d'hydraulique pastorale, en relation avec les ministères concernés ;
- l'élaboration, et l'application de la politique de recherche zootechnique vétérinaire et de santé animale, notamment l'application des règlements de police sanitaire, la protection de la santé publique vétérinaire par l'inspection et le contrôle des animaux et des produits d'origine animale ;
- la conception des programmes de vulgarisation des méthodes d'amélioration et de développement des ressources animales ;
- l'élaboration des programmes de formation, d'encadrement des éleveurs et autres opérateurs économiques intervenant dans le domaine de la production animale, de la transformation, de la conservation et de la commercialisation des animaux, des produits et sous-produits animaux, en relation avec les ministères et institutions concernés ;
- la tutelle et le contrôle des établissements publics, sociétés et projets intervenant dans le secteur de l'élevage et des industries animales, et dont la liste sera fixée par décret ;
- les relations avec les institutions et organismes internationaux spécialisés dans le domaine de l'élevage et des industries animales, en collaboration avec les ministères concernés.

Structures

Pour atteindre ces différents objectifs, quatre directions nationales ont été instituées.

Direction de la Santé animale

Cette direction est chargée :

- de la recherche appliquée en médecine vétérinaire ;
- de la couverture sanitaire du cheptel ;
- de la clinique vétérinaire ;
- du diagnostic sur le terrain et de son organisation ;
- de l'encadrement et de la formation de l'auto-encadrement en matière de santé animale ;
- de l'application et de l'actualisation de la législation du secteur élevage, notamment dans le domaine des contrôles sanitaires épizooties, zoonoses, hygiène alimentaire et contrôle des médicaments vétérinaires) ;
- de la tutelle du Laboratoire Central de l'Élevage et de la Pharmacie Vétérinaire.

Cette direction, pour assurer ses fonctions, comprend deux services centraux qui sont :

- le service de santé animale ;
- le service de santé publique vétérinaire.

Direction de la Production et des Industries animales

Cette direction a sous sa responsabilité :

- la recherche appliquée en matière zootechnique ;
- l'intensification des productions animales (embouche, production laitière, etc.) ;
- l'encadrement technique et la vulgarisation des méthodes d'amélioration des productions animales ;
- la supervision du secteur commercialisation et transformation du bétail et de ses sous-produits ;
- le développement de l'aviculture et du petit élevage ;
- la tutelle technique des centres de multiplication et stations d'élevage, de l'OLANI de la SNCP, des abattoirs et de la SONERAN.

Cette direction comprend trois services centraux qui sont :

- le service aviculture et petit élevage ;
- le service production animale ;
- le service commercialisation et transformation.

Direction des Études et Programmation

Cette direction est chargée :

- du suivi et de l'évaluation des projets du secteur élevage ;
- du développement pastoral ;
- des études et de la programmation ;
- des statistiques ;
- de l'action coopérative des éleveurs ;
- de la tutelle technique des projets de modernisation de la zone pastorale.

La direction comprend ainsi trois services centraux :

- le service des études et de la statistique ;
- le service de la programmation, du suivi et de l'évaluation ;
- le service du développement pastoral.

Direction administrative et financière

Elle a pour tâche la gestion des ressources humaines, matérielles et financières du ministère des Ressources animales. Elle est responsable de la programmation, de la formation, du perfectionnement et du suivi des cadres du ministère.

Elle comprend ainsi ;

- le service du personnel et de la formation ;
- le service du matériel et infrastructures ;
- le service financier.

Structures régionales

Elles interviennent à trois niveaux : départements, arrondissements et cantons.

a) Départements (au nombre de sept).

La Direction départementale des Ressources animales

Elle est responsable de la coordination de toutes les actions au niveau du département. Elle est structurée et dotée des moyens nécessaires à l'exécution des plans d'action définis.

La Direction départementale des Ressources animales comprend ainsi :

- un service de santé animale ;
- un service de production animale.

Le directeur départemental est responsable, outre sa fonction de coordination, du suivi, de l'évaluation, de la programmation des projets et de la centralisation des données statistiques.

La direction départementale supervise la direction des projets.

Elle sera rattachée hiérarchiquement au secrétariat général du ministère, mais elle aura des liens fonctionnels permanents et soutenus avec les quatre directions du ministère des Ressources animales.

b) Arrondissements (au nombre de trente-cinq)

Le service est structuré en deux sections :

- section santé animale ;
- section productions animales et statistiques.

Le service d'arrondissement aura pour rôle la formulation et l'exécution des différents plans au niveau de l'arrondissement.

c) Cantons, postes d'élevage, coopératives ou centres pastoraux (au nombre de trente-sept).

Création de la Cellule d'intervention de base (CIB) qui sera l'unité dynamique d'encadrement des éleveurs. Elle a pour fonction d'entreprendre toutes les actions de :

- traitements individuels et collectifs du cheptel ;
- vulgarisation des thèmes de développement de l'élevage ;
- collecte des données statistiques de base.

De plus, elle participe à la formation dans les coopératives d'éleveurs ou d'agriculteurs, à l'appui et à l'identification des projets.

Pharmacie centrale vétérinaire et réseau de vulgarisation

Ce projet vise deux objectifs principaux :

- importation, vulgarisation et distribution de produits et matériels vétérinaires et d'élevage ;
- mise en place d'un réseau de distribution et de vulgarisation des produits vétérinaires sur l'ensemble du territoire national par l'intermédiaire de ses trois pharmacies régionales (Niamey, Tahoua, Zinder).

Établissements publics, sociétés et projets intervenant dans le secteur de l'élevage

Établissements publics, offices et sociétés d'économie mixte

Les abattoirs frigorifiques

Leur rôle est essentiel dans le traitement et l'exportation des viandes.

À l'heure actuelle, seul l'abattoir de Niamey, créé en 1967, d'une capacité de 10 000 t/an est fonctionnel.

Deux autres sont en construction à Maradi et Tahoua, et le financement est acquis pour ceux de Zinder et Agadez.

La Société Nigérienne d'Exploitation des Ressources Animales (SONERAN)

L'objet de cette société est l'exportation des viandes vers les pays voisins. Toutefois, ses interventions se sont élargies pour couvrir le marché de la viande à Niamey, l'approvisionnement des coopératives d'emboucheurs dans les départements de Niamey, Dosso et Tahoua, ainsi que l'approvisionnement de certains gros centres en moutons pour la Tabaski.

Pour l'heure, elle s'appuie sur ses ranches d'Ekrafane et de Tiaguiré et sur l'abattoir frigorifique de Niamey pour mener ses activités. La construction des abattoirs frigorifiques de Tahoua, Maradi, Agadez et Zinder devrait lui permettre d'élargir son champ d'action à l'ensemble du pays.

La Société Nigérienne de Collecte des Cuirs et Peaux (SNCP)

Elle jouit d'un monopole dans la collecte des cuirs et peaux et leur exportation. Elle compte quatre agences à Niamey, Konni, Maradi et Zinder. Les problèmes que rencontre cette société résident essentiellement dans la qualité des cuirs et peaux collectés et les exportations frauduleuses.

L'Office du Lait du Niger (OLANI)

Créé en 1971, cet office a pour objet la promotion de la production laitière et le ravitaillement des centres urbains en lait et produits laitiers.

Son usine de Niamey, dont la capacité de production a été portée de 5 000 à 10 000 l/jour n'arrive même pas à couvrir les besoins de la seule ville de Niamey. La construction d'une nouvelle usine d'une capacité de 40 000 l/jour a été décidée, les travaux devant commencer incessamment, en même temps que l'édification de deux laiteries modulaires à Maradi et à Tahoua dont le financement est acquis. Il y a lieu cependant de noter la part de plus en plus importante de la poudre de lait importée, servant de matière première à la fabrication des différents produits.

La Société Nigérienne de Tannerie (SONITAN)

Cette société, qui traite essentiellement les peaux de chèvre rousse de Maradi qu'elle revalorise ainsi, contribue à la création d'une valeur ajoutée.

Le Laboratoire Central d'Élevage (LABOCEL)

Sans statut juridique, cet établissement est spécialisé dans la production des vaccins et le diagnostic des maladies animales.

Ses capacités d'intervention viennent d'être améliorées par la construction des antennes de Tahoua et de Zinder dont seule la première a été équipée dans le cadre du projet d'élevage intégré qui en supportera par ailleurs les frais de fonctionnement.

Il y a également lieu de noter le manque d'équipements pour la production des vaccins aviaires dont les besoins sont très importants.

Le programme de reconstitution du cheptel et centres de multiplication

Mis en place en 1976 pour une durée de cinq ans, ce programme a mené plusieurs actions, notamment :

- l'opération achat et distribution d'animaux aux éleveurs sinistrés suite à la sécheresse 1972-1973 ;
- la création et le peuplement de cinq centres de multiplication à Déréki, Ibéceten, Fako, Bathé et Sayam.

Les centres de multiplication ont pour vocation la création de "troupeaux d'élite" reproducteurs et la cession des génisses améliorées aux éleveurs, mais aussi l'accueil et le sauvetage du bétail en cas de sécheresse.



ECOLE DES ASSISTANTS D'ELEVAGE - NIAMEY

Les projets d'élevage

- Ils ont en général pour objectifs :
- l'amélioration des revenus des éleveurs et de leur bien-être ;
 - la responsabilisation des éleveurs par leur organisation en structures mutualistes et coopératives ;
 - l'augmentation de la productivité du cheptel ;
 - l'intégration de l'économie pastorale à l'économie nationale.

Le projet d'élevage intégré

Il couvre le triangle Tahoua-Tanout-Agadez.

Le projet de développement de l'élevage dans le Niger Centre-Est

Il couvre les départements de Maradi-Zinder-Diffa.

Projet Sud Tamesna

Il concerne l'ouest de l'arrondissement de Tchintabaraden et le nord-est de l'arrondissement de Filingué.

Les moyens d'action

Le personnel (situation en janvier 1986)

– docteurs vétérinaires	46
– ingénieurs des techniques d'élevage	30
– techniciens supérieurs de l'élevage	8
– adjoints techniques d'élevage	65
– assistants d'élevage	150
– agents techniques d'élevage	296
– surveillants d'élevage	279
– auxiliaires	729

Les infrastructures en bâtiments

Au niveau central : les quatre directions nationales sont situées au ministère des Ressources animales à Niamey.

Au niveau périphérique (statistiques 1983)

- 79 centres vétérinaires ou postes vétérinaires ;
- 241 parcs et couloirs de vaccinations ;
- points d'eau importants en zone pastorale :
 - 44 forages équipés de stations de pompage
 - 25 forages artésiens
 - 11 puits publics importants
 - 1 abattoir frigorifique (Niamey)
 - 3 abattoirs rustiques (Tahoua, Maradi, Zinder)
 - 274 aires d'abattage en brousse
 - 242 séchoirs (peaux)
- 513 marchés
 - marchés de collectes
 - marchés de regroupement
 - marchés terminaux

La logistique

- Elle comprend :
- une centaine de véhicules ;
 - matériel frigorifique (19 réfrigérateurs, 24 machines à glace, 56 congélateurs) ;
 - matériel vétérinaire.

Perspectives d'avenir (débat national sur l'élevage - Tahoua 1985)

Les objectifs nouveaux

La politique nationale pour le développement harmonieux de l'élevage visera à l'avenir les objectifs principaux ci-après :

- favoriser la spécialisation des zones agro-climatiques pour assurer une intégration des activités agricoles et pastorales ;
- assurer la sécurité de l'éleveur et de l'élevage, et améliorer le niveau de vie des éleveurs ;
- accroître la contribution du secteur de l'élevage à l'économie nationale aux moyens d'une exploitation rationnelle du cheptel ;
- développer les productions animales qui sont un complément indispensable pour atteindre l'objectif de l'autosuffisance alimentaire ;
- mettre en œuvre un programme souple et volontaire d'implantation et d'installation des populations de pasteurs engagées dans le processus de sédentarisation ;
- prendre des mesures incitatives aptes à favoriser la stabulation en zone agricole intégrant l'élevage à l'agriculture ;
- mettre en place des mécanismes adaptés capables de dissuader les pratiques nocives d'un élevage de divagation en zone agricole où la pression démographique est forte et les terres cultivables insuffisantes.

Les stratégies d'intervention

En matière de stratégies d'intervention, le débat national sur l'élevage a dégagé un ensemble de directives destinées à sortir le secteur de l'élevage de la crise qu'il traverse. Il s'agit :

- d'engager des opérations pour la sécurisation de l'éleveur par la constitution de stocks alimentaires de sécurité et de renforcer les capacités de l'OPVN pour le ravitaillement des populations pastorales ;
- de créer des réserves de sécurité pastorale et constituer des stocks d'aliments de bétail ;
- de mettre en place un dispositif de régulation et de maîtrise des effectifs du cheptel et de limiter le nombre de têtes par famille en cas d'une éventuelle opération de reconstitution du cheptel ;
- de prendre des mesures adéquates de protection, de restauration et d'amélioration de l'environnement par l'exécution des décisions arrêtées, par l'engagement de Maradi sur la lutte contre la désertification ;
- d'engager des actions de formation, d'animation et de sensibilisation en vue de la responsabilisation des éleveurs ;
- de mener des actions financièrement rentables telles que la production, les importations et la distribution d'intrants, ainsi que des activités de commercialisation et de transformation des produits animaux qui seront progressivement prises en charge par les coopératives et le secteur privé ;
- d'assurer un maillage conséquent par la réalisation des points d'eau en quantité de manière à garantir une adéquation entre les pâturages et les besoins en eau de la zone pastorale.

Afin de mieux connaître l'éleveur et son environnement, il convient d'entreprendre les actions suivantes :

- une étude sociologique sérieuse sur les structures traditionnelles et leurs transformations ;
- un recensement systématique des éleveurs et de leur cheptel ;
- un inventaire exhaustif des points d'eau.

En vue de la participation effective des éleveurs aux actions de développement, il faudra :

- organiser et redynamiser les associations coopératives d'éleveurs ;
- assainir et relancer les systèmes de crédit agricole pour qu'ils soient plus accessibles aux éleveurs et à leurs organisations et adaptés à leurs besoins ;
- promouvoir une politique souple et progressive d'installation des pasteurs autour de certains centres d'intérêt (point d'eau, aménagement hydro-agricole, etc.).



VACCINATION DES VEAUX EN ZONE PASTORALE

